

Délibération n° 2019-12-05/9

Objet : Décision modificative n°3 – Budget de la commune

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU JEUDI 5 DÉCEMBRE 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le jeudi 5 décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Secrétaire de séance :** B. Conte Arranz

**Présents :** J.P Rico, Maire

M. Marcou - B. Conte Arranz – F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet - C. Moreteau - B. Rodriguez - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers - R. Casas Mateu - C. Germain - A. Estève - C. Prost - B. Cosme - I. Gianiel

**Absents ayant voté par procuration :** J. Taverne excusée pouvoir à X. Mirault - M. Pellet excusé pouvoir à M. Marcou - G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - A. Conesa excusé pouvoir à F. Boyer - B. Deltour excusé pouvoir à F. Bertouy - G. Della Ragione excusé pouvoir à J.P Rico

**Absents excusés :** A. Jamet – S. Waselynck

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur le Maire rapporte :**

Lors des séances des 3 avril 2019 et 26 septembre 2019, le conseil municipal a approuvé les décisions modificatives n° 1 et 2 du Budget 2019 de la commune.

Afin de pouvoir clore les comptes au 31/12/2019, il est nécessaire de procéder à une décision modificative n°3, pour un montant de + 180 000,00 € au chapitre 011 justifiée comme suit :

1 - des dépenses d'investissement prévues au chapitre 21 en section d'investissement ont été prises en compte en écritures budgétaires au chapitre 011 de la section de fonctionnement. Il est donc nécessaire de procéder à la régularisation comptable de ces écritures par la décision modificative n°3. Ces dépenses d'investissement concernent de la signalisation horizontale sur les espaces publics restant à la charge de la commune, des réparations et entretien de VRD et des travaux d'AD'AP effectués en régie, de taxe des honoraires d'expertise dans le cadre du référé expertise du gymnase Besson, le montant total de ces dépenses s'élève à un maximum de 120 000,00 € ;

2 - des remplacements d'agents communaux relatifs à des mutations et absences ont été effectués par des prestataires de service extérieurs. Ces prestations ont été inscrites en dépense au chapitre 011 pour un montant de 60 000,00 €. Il est proposé d'équilibrer ces dépenses avec le chapitre 012 ;

F/I	CHAPITRE	NATURE	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	60632 - Fournitures de petit équipement	42 000,00 €	
		61521 – Entretien de Terrains	26 300,00 €	
		615231 – Entretien, réparation de Voiries	31 700,00 €	
		615232 - Réseaux	20 000,00 €	
		6288 - Autres services extérieurs	60 000,00 €	
	012 - CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	64111 - Rémunération principale	-60 000,00 €	
	023 - VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	023 - Virement à la section d'investissement	-120 000,00 €	
Total FONCTIONNEMENT			0,00 €	

INVESTISSEMENT	021 - VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	021 - Virement de la section de fonctionnement		-120 000,00 €
	21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2111 - Terrains nus 21311 - Hôtel de ville 21318 - Autres bâtiments publics 2135 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions 2138 - Autres constructions 21568 - Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile 2188 - Autres immobilisations corporelles	-37 000,00 € -2 800,00 € -42 410,00 € -5 590,00 € -1 100,00 € -26 600,00 € -4 500,00 €	
Total INVESTISSEMENT			-120 000,00 €	-120 000,00 €
Total DM			-120 000,00 €	-120 000,00 €

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir approuver la décision modificative n° 3/2019 du budget de la commune.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 24 voix (3 contre : C. Germain – C. Prost – I. Gianiel).

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 5 décembre 2019

Le Maire  
Jean-Pierre RICO

